

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_035-DE
Reçu le 05/04/2024

S A I N T

P A U L



D E



V E N C E

**Convention de moyens et d'objectifs entre la commune
de Saint-Paul de Vence et l'association des
commerçants et artistes saint-paulois**

ENTRE

La commune de Saint-Paul de Vence,

Sise place de l'Hôtel de Ville, BP 35, 06570 SAINT-PAUL DE VENCE

N° SIRET : 210 601 282 00010

Représentée par le Maire, M. Jean-Pierre CAMILLA, dûment habilité par délibération n°03.07.2020_010 en date du 03 juillet 2020,

Ci-après dénommée « LA COMMUNE » d'une part,

ET

L'Association des commerçants et artistes saint-paulois

Sise 18 rue grande, 06570 SAINT-PAUL DE VENCE

N° SIRET : 889 591 913

Représentée par sa Présidente, Mme Aurélie MESSINA

Ci-après dénommée « L'ASSOCIATION » d'autre part,

PRÉAMBULE :

CONSIDÉRANT le projet initié et conçu par L'ASSOCIATION en partenariat avec LA COMMUNE pour animer la vie économique de la commune,

CONSIDÉRANT que LA COMMUNE soutient ce projet qui répond à l'activité économique des commerçants et artistes du village historique de Saint-Paul de Vence,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE I – OBJET

Par la présente convention, L'ASSOCIATION s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à organiser les événements suivants au cours de l'année 2024 :

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_035-DE

Reçu le 05/04/2024

- Une fête des fleurs du 7 au 31 mars – rues du village
- Un dîner de mode avec DJ le 5 juillet – Place Neuve
- Une installation de citrouilles pour célébrer l'automne du 17 au 31 octobre – rues du village
- une braderie d'automne les 19 et 20 octobre – rues du village
- Des animations de Noël durant le mois de décembre – rues du village

ARTICLE II – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

2.1 La programmation

L'ASSOCIATION assure la maîtrise de la programmation des animations proposées à l'article I.

LA COMMUNE se réserve le droit de demander des modifications (dates, horaires, etc.) en fonction des contraintes du calendrier communal.

2.2 Le financement

L'Association :

- signe tous les contrats et conventions nécessaires à l'organisation des dites animations,
- se charge de déclarer les droits d'auteur auprès des entités de perception et règle les éventuelles taxes fiscales et parafiscales ;
- se charge des diverses demandes d'autorisations et déclarations liées à l'organisation d'événements dans les espaces publics (débit de boissons, accès de véhicules) ;
- prend en charge les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, des intervenants et artistes attachés aux dites animations ;
- prend en charge la réalisation, l'impression et la diffusion des supports de communication de ces événements.

ARTICLE III – OBLIGATIONS DE LA COMMUNE

LA COMMUNE s'engage :

- à apporter à l'ASSOCIATION son soutien technique par la mise à disposition des espaces publics demandés dans le cadre de sa propre programmation ; des équipements nécessaires au bon déroulement des événements (matériel ; accès aux branchements électriques communaux) et ce, à titre gracieux ;
- à prendre en charge les éventuelles rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de l'ensemble des personnels communaux, notamment pour les interventions techniques et de sécurité dans le village ;

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_035-DE

Reçu le 05/04/2024

- à délivrer à L'ASSOCIATION toutes les autorisations administratives nécessaires à l'organisation des animations et à l'installation des buvettes (arrêtés d'ouverture de débit de boissons temporaires) ;

LA COMMUNE prend également en charge :

- la promotion (presse, site internet, mailing, flyer, etc.) des événements qu'elle coorganise et coanime avec l'association ACASP. Ainsi, l'association sera chargée d'assurer uniquement la promotion des événements qu'elle organise et anime en intégralité.

Il est à noter qu'en cas de conditions météorologiques défavorables, les événements de plein air programmés pourraient être reportés à une date ultérieure, en fonction des possibilités du calendrier de LA COMMUNE.

ARTICLE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

Conformément à la délibération n°03.04.2024_XXX portant vote du budget primitif, LA COMMUNE octroie à L'ASSOCIATION une subvention correspondant aux prestations à réaliser dans le cadre de la présente convention soit 5000€ (cinq mille euros) Le versement se fera par mandat administratif sur le compte de L'ASSOCIATION.

L'ASSOCIATION assure l'ensemble des demandes de financements nécessaires pour son programme auprès de divers organismes publics ainsi que la mise en place des partenariats et la recherche de sponsors.

ARTICLE V –ÉVALUATION

L'ASSOCIATION et LA COMMUNE procéderont à une évaluation, sous forme de bilan d'activités, des prestations qu'elles auront fournies respectivement.

De même, L'ASSOCIATION adressera au cours du dernier trimestre de l'année, le programme des événements qu'elle souhaite organiser pour l'année N+1.

Des réunions préparatoires seront organisées entre les deux parties pour poser les bases du partenariat.

ARTICLE VI ASSURANCES

L'ASSOCIATION s'engage à souscrire une assurance de responsabilité civile pour couvrir tout dommage qu'elle causerait à autrui et doit également assurer contre tous les risques les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel, ainsi que le personnel placé sous son autorité.

AR Prefecture

006-210601282-20240403-CM03042024_035-DE

Reçu le 05/04/2024

L'ASSOCIATION prend les dispositions nécessaires en termes d'organisation pour assurer le bon déroulement des animations dans les espaces publics, compte-tenu des conditions de plein air.

LA COMMUNE prend acte que les installations et animations seront conformes aux règlements en vigueur et ne porteront atteinte ni à la sécurité, ni à l'ordre public, ni à l'exécution des services publics.

ARTICLE VII – DURÉE, RENOUVELLEMENT ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

L'exécution de la présente convention est limitée à la réalisation de son objet.

En cas de non-respect, par l'une des parties, de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir.

De même, la présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit, dans tous les cas reconnus de force majeure, les parties ne pouvant prétendre à aucune indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE VIII – COMPÉTENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Nice, mais seulement après épuisement des recours amiables (conciliation, arbitrage, mise en place de solutions).

Fait en deux exemplaires, à Saint-Paul de Vence, le

Pour LA COMMUNE,

Monsieur le Maire,

M. Jean-Pierre CAMILLA

Pour L'ASSOCIATION,

Madame La Présidente,

Mme Aurélie MESSINA